

Octobre 2013

N° 111685

Contacts :
Damien Philippot
Jean-Philippe Dubrulle
prenom.nom@ifop.com

Observatoire des politiques publiques : ***Les Français et l'école***

Paris
Toronto
Shanghai
Buenos Aires

ifop

Connection creates value

pour

acteurspublics
www.acteurspublics.com

Etude réalisée par l'Ifop pour :

Acteurs Publics

Echantillon :

Echantillon de **1004** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

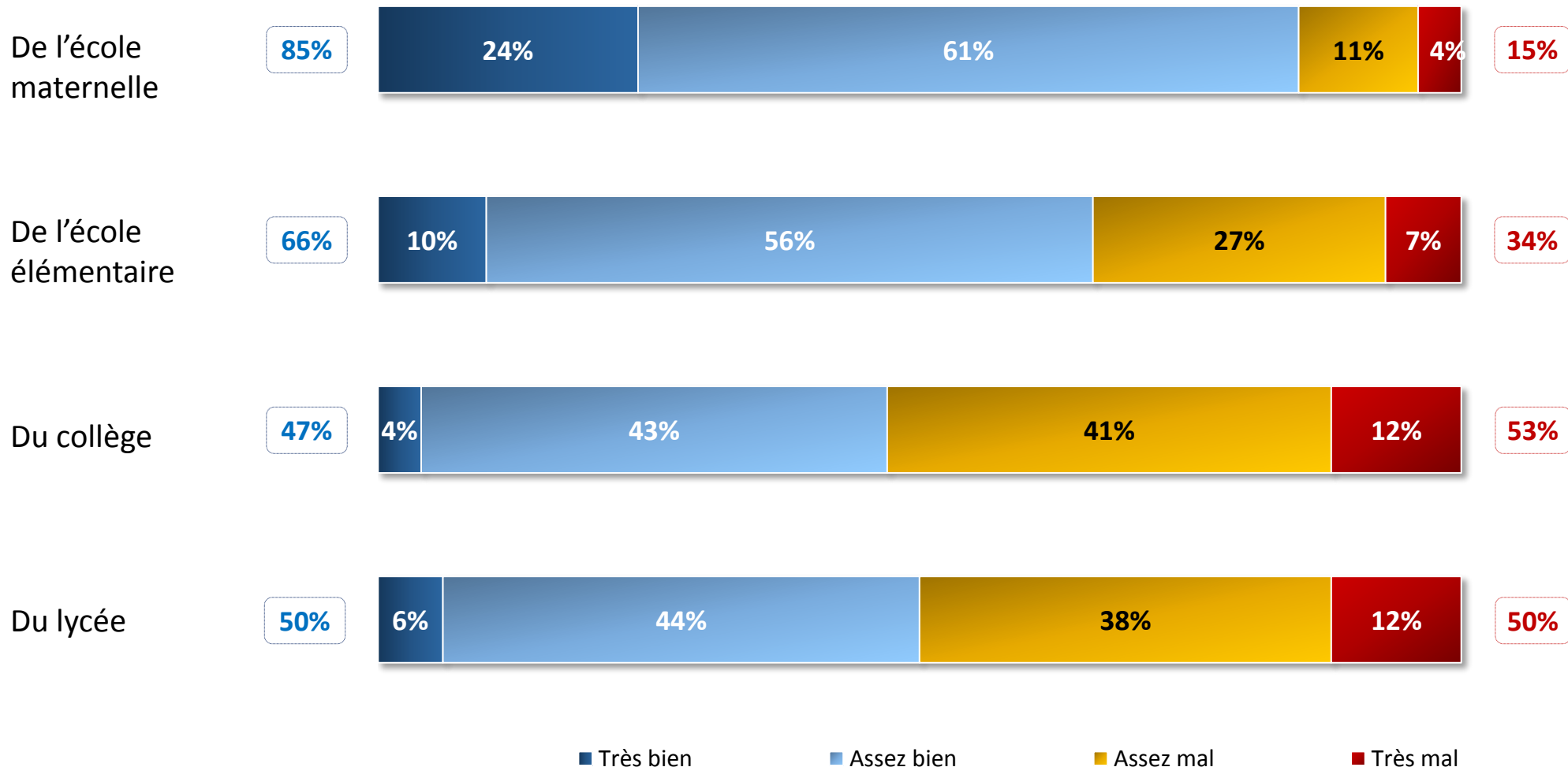
Mode de recueil :

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (*CAWI - Computer Assisted Web Interviewing*).

Dates de terrain :

Du 16 au 18 octobre 2013

Question : Aujourd'hui en France, diriez-vous de l'école elle remplit bien ou mal sa mission au niveau... ?

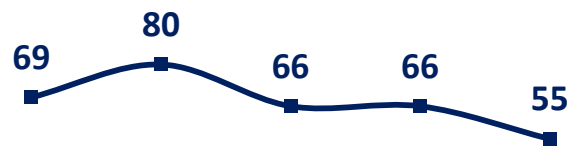


Question : *Aujourd'hui en France, diriez-vous de l'école elle remplit bien ou mal sa mission au niveau... ?*

- Total Bien -

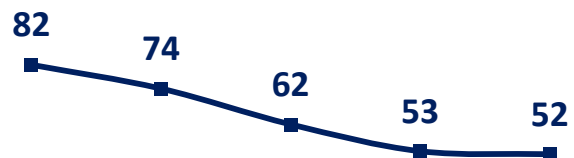
De l'école élémentaire

Age de l'interviewé



18-24 ans 25-34 ans 35-49 ans 50-64 ans 65 ans et plus

Proximité politique



FDG PS MoDem UMP FN

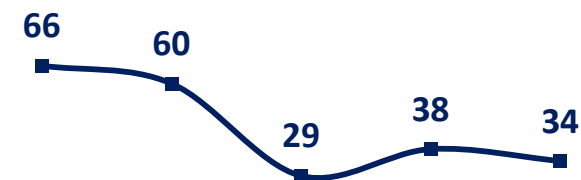
Du collège

Age de l'interviewé



18-24 ans 25-34 ans 35-49 ans 50-64 ans 65 ans et plus

Proximité politique

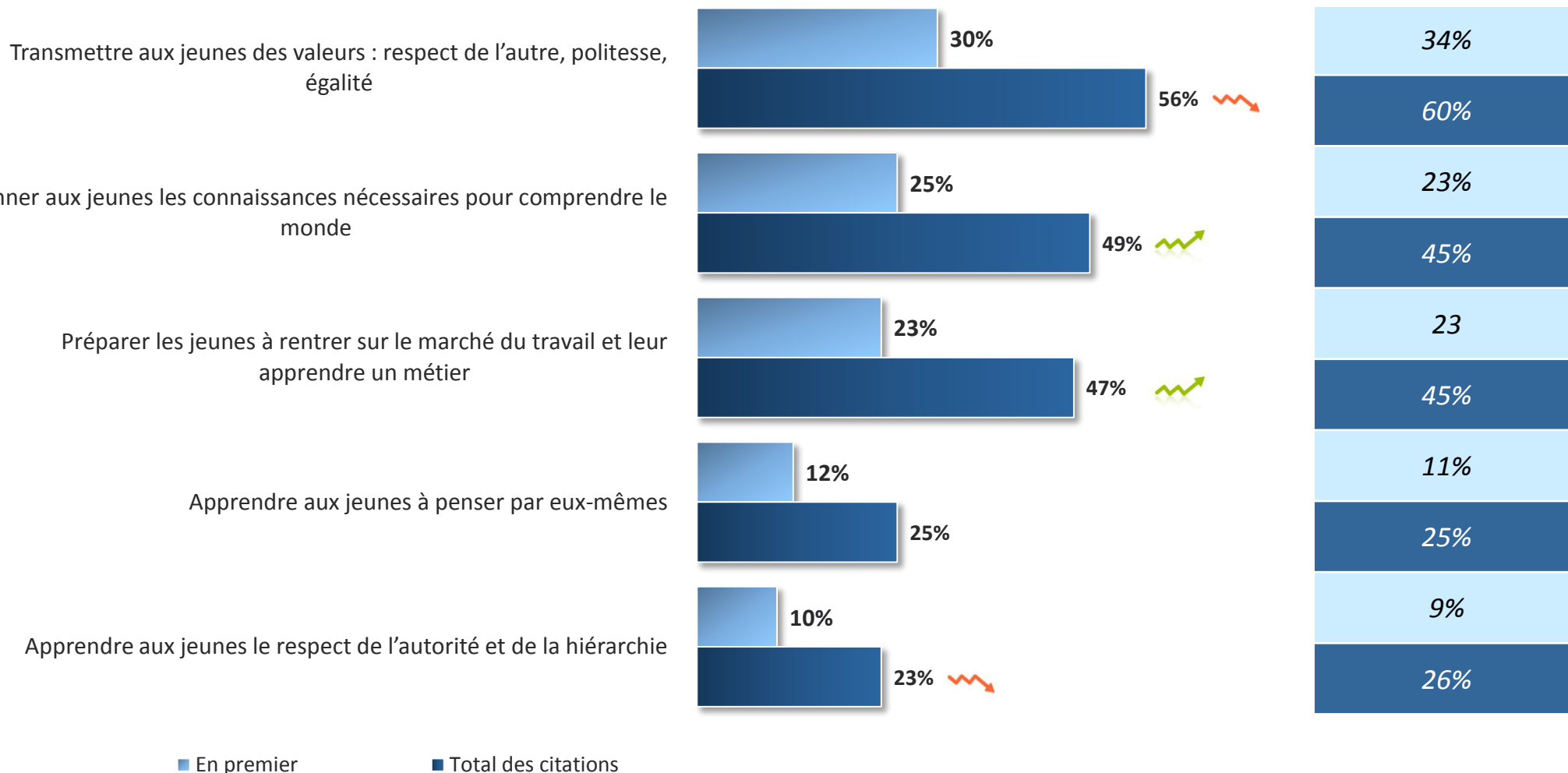


FDG PS MoDem UMP FN

Les principales missions assignées à l'école

Question : Selon vous, quelles doivent être les deux principales missions de l'école ? En premier ? En second ?

Rappel Août 2011*



*Etude Ifop pour Le Pèlerin réalisée du 9 au 11 août 2011 par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

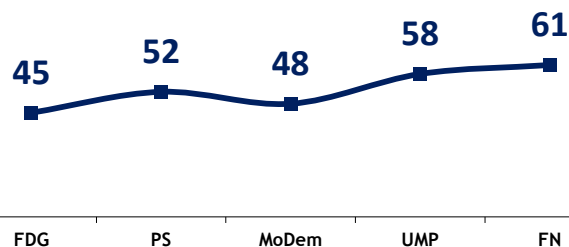
Les principales missions assignées à l'école

Question : Selon vous, quelles doivent être les deux principales missions de l'école ? En premier ? En second ?

- Total des citations -

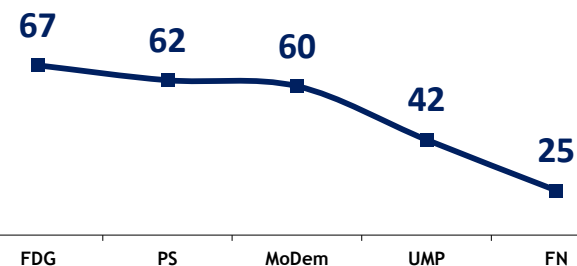
Transmettre aux jeunes des valeurs : respect de l'autre, politesse, égalité

Proximité politique



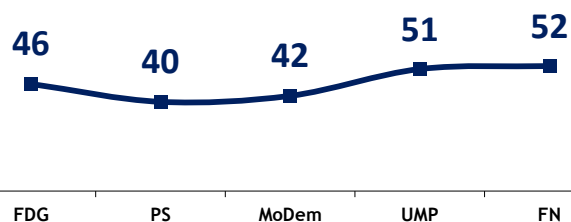
Donner aux jeunes les connaissances nécessaires pour comprendre le monde

Proximité politique



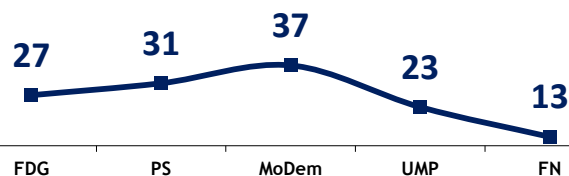
Préparer les jeunes à rentrer sur le marché du travail et leur apprendre un métier

Proximité politique



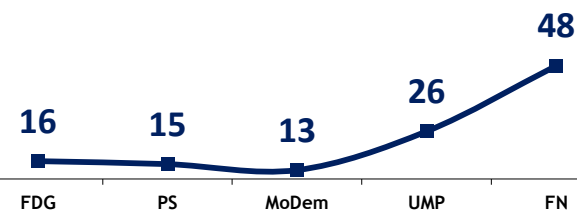
Apprendre aux jeunes à penser par eux-mêmes

Proximité politique



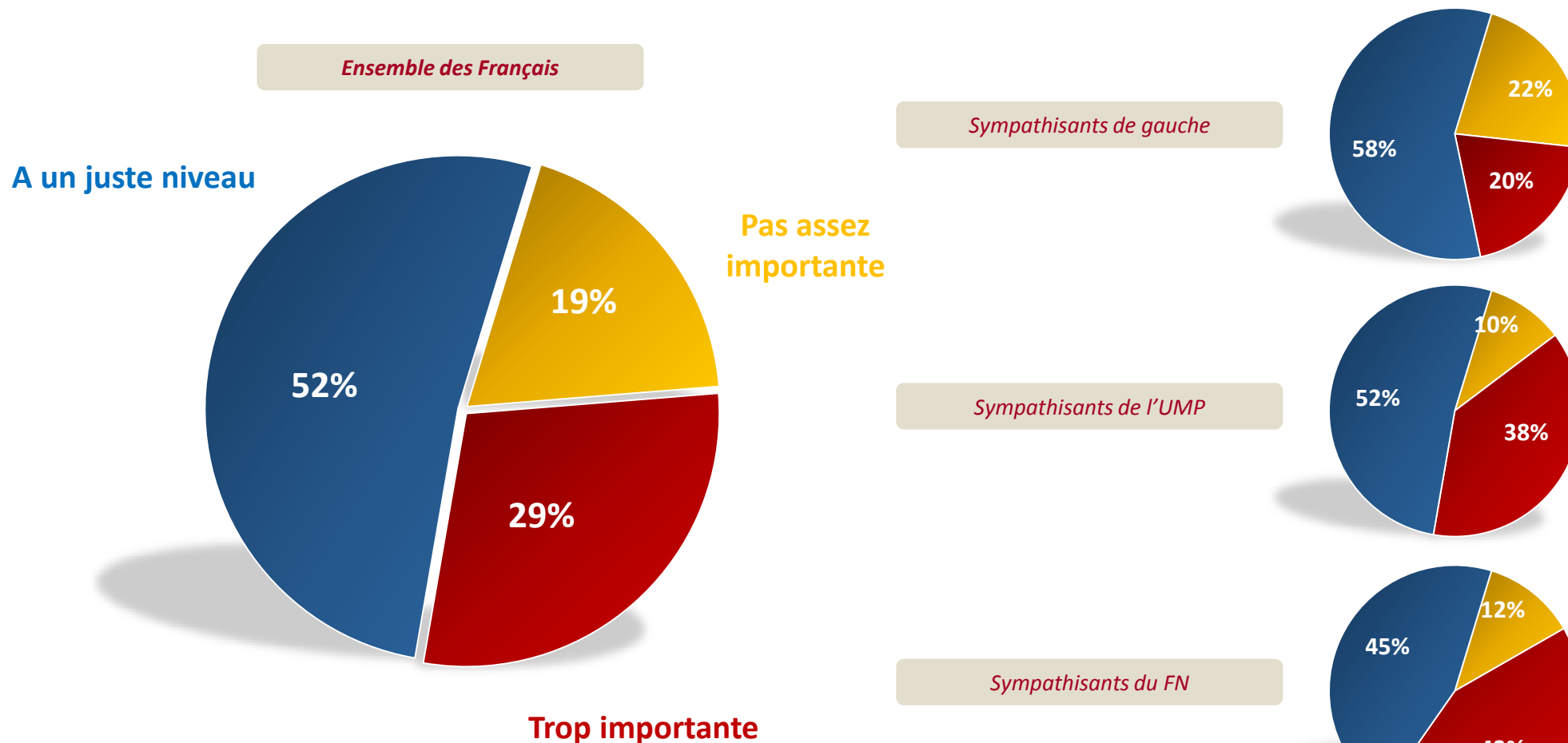
Apprendre aux jeunes le respect de l'autorité et de la hiérarchie

Proximité politique

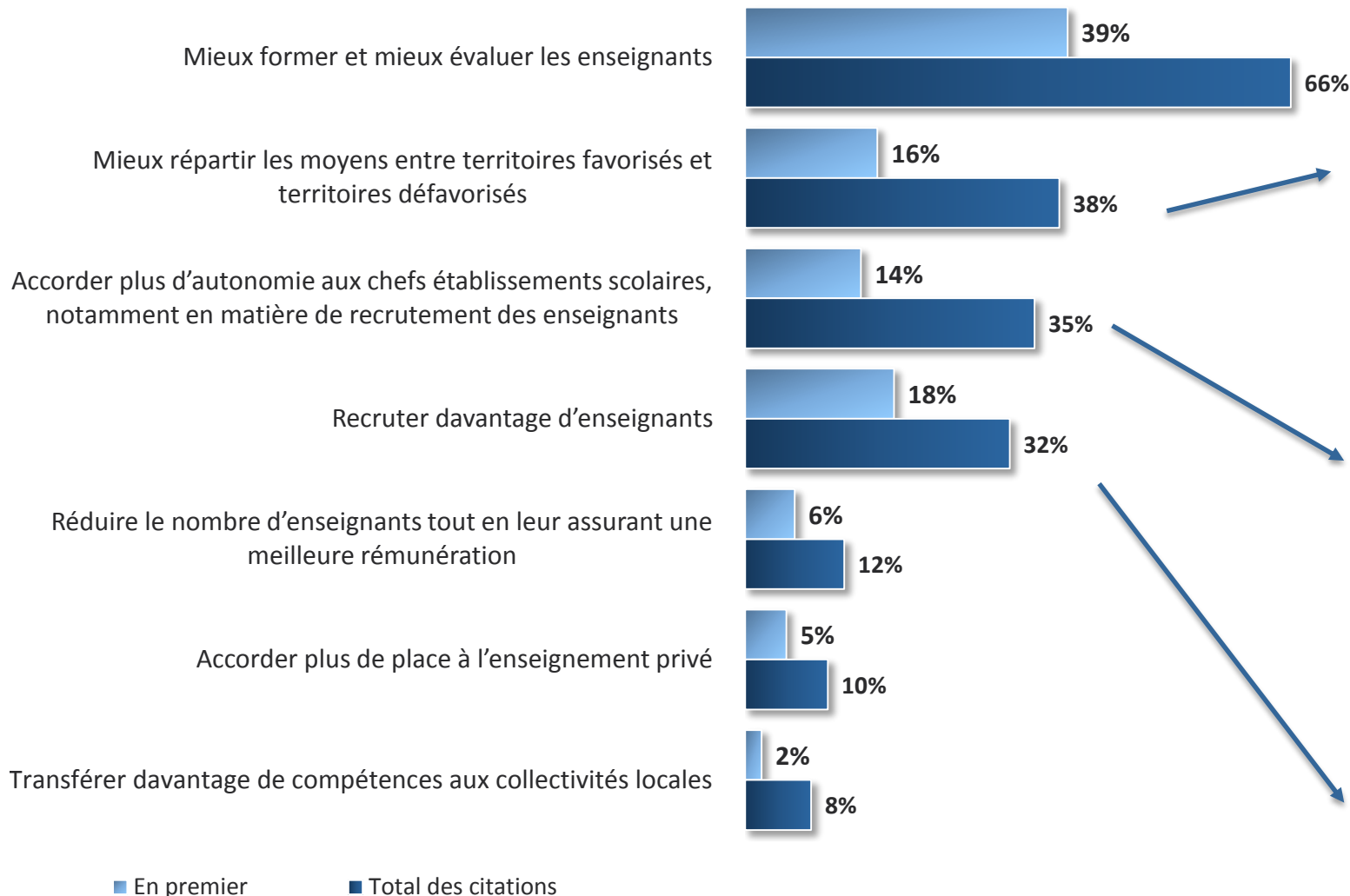


Le jugement sur le niveau de dépense publique pour l'éducation

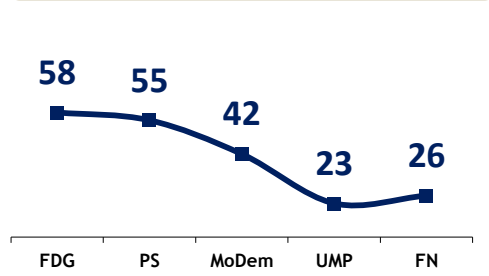
Question : L'Etat et les collectivités locales dépensent 115 milliards d'euros par an pour l'éducation (enseignement supérieur compris). La dépense moyenne par élève et par an est de 5 870 euros pour un élève du premier degré, 8 370 euros pour un collégien, 11 470 euros pour un élève de lycée général et technologique, et 11 840 euros pour un élève de lycée professionnel. Vous personnellement, diriez-vous que cette dépense publique pour l'éducation est... ?



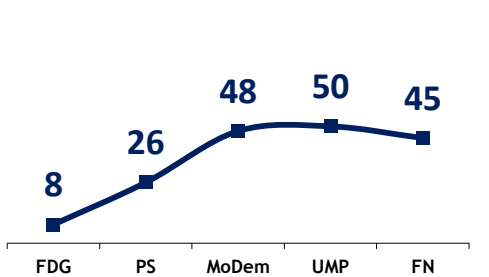
Question : En termes d'organisation, que faudrait-il faire selon vous en priorité pour améliorer les performances du système éducatif français ? En premier ? Et en second ?



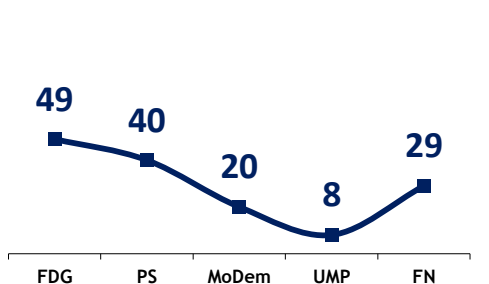
Proximité politique



Proximité politique



Proximité politique



Réalisée quelques semaines après la rentrée, et en pleine polémique sur les rythmes scolaires, l'enquête de l'Ifop pour Acteurs Publics met en lumière les représentations de l'opinion sur trois dimensions essentielles du fonctionnement de l'école : son efficacité, au regard de l'importance de ce poste dans le budget de la Nation, sa finalité, et les réformes qu'il faudrait prioritairement engager pour l'améliorer.

Le jugement sur la manière dont l'école de la République remplit sa mission dépend considérablement du niveau scolaire auquel on s'attache. Ainsi, les personnes interrogées sont une large majorité (85%) à estimer que l'école maternelle remplit bien sa mission, un quart (24%) pensant même qu'elle le fait « très bien ». L'unanimité se brise déjà s'agissant de l'école élémentaire, pour laquelle les jugements positifs reculent à 66%, et le doute s'installe véritablement au sujet du collège (50% pensent qu'il remplit bien sa mission, une part exactement équivalente pensant l'inverse), et plus encore du lycée (47% versus 53%). La capacité de l'école à atteindre ses objectifs est un sujet que les Français semblent aborder différemment selon leur expérience personnelle. On note ainsi que les 25-34 ans, catégorie d'âge comprenant de nombreux parents d'élèves scolarisés en maternelle ou en primaire, porte un regard un peu plus positif que la moyenne sur les performances de ces premiers niveaux éducatifs. Mais la thématique de l'école est aussi abordée selon un prisme politique, probablement plus encore aujourd'hui du fait de l'intensité des polémiques déclenchées par la réforme Peillon des rythmes scolaires. On relève ainsi, à l'exception de l'école maternelle pour laquelle l'unanimité déborde les clivages partisans, que les proches de la gauche expriment des jugements nettement plus favorables que les sympathisants de droite (25 points d'écart s'agissant du collège ou du lycée par exemple).

Si l'opinion apparaît relativement partagée quant à la capacité pour l'école de remplir ses missions, elle l'est tout autant s'agissant du niveau de la dépense publique consacrée par la France à l'éducation. Une courte majorité (52%) pense que l'investissement est suffisant, 29% qu'il est trop important et 19% pas assez important. Sans surprise, les divergences sont avant tout politiques : ainsi, 41% des proches de la droite regrettent une dépense trop élevée, quand 17% seulement des sympathisants socialistes font le même constat.

Dans ce contexte, les missions assignées par l'opinion publique à l'école apparaissent relativement éclatées. Trois d'entre elles se détachent néanmoins et sont évoquées par une part importante des personnes interrogées, traduisant la multiplicité des objectifs fondamentaux donnés par les Français à l'Education nationale : 56% évoquent la transmission des valeurs (respect de l'autre, politesse, égalité, etc.), 49% le fait de donner aux jeunes les connaissances nécessaires pour comprendre le monde, et 47% leur préparation à l'entrée sur le marché du travail, l'apprentissage d'un métier. On constate ainsi que la mission de l'école est double : intellectuelle et sociale d'un côté, l'école conservant indiscutablement de ce point de vue une mission humaniste aux yeux des Français ; opérationnelle de l'autre, l'école devant aussi former concrètement à l'exercice d'un métier, à l'intégration effective dans la vie adulte. Deux autres missions, l'une d'obédience assez libertaire, l'autre plus conservatrice, sont moins souvent évoquées : le fait d'apprendre aux jeunes à penser par eux-mêmes (25%), et l'apprentissage du respect de l'autorité et de la hiérarchie (23%). La comparaison avec une enquête menée en 2011 par l'Ifop ne montre pas d'évolution significative dans cette hiérarchie que font les Français des missions essentielles qu'il convient d'attribuer à l'école.

Enfin, en termes d'organisation, lorsqu'ils sont appelés à prioriser quelques éléments d'amélioration des performances du système éducatif français, les interviewés font un choix assez clair. Le premier objectif, cité par deux tiers des répondants (66%), réside dans une meilleure formation et une meilleure évaluation des enseignants. Cette priorité s'avère partagée dans toutes les strates de la population, y compris politiques, traduisant à la fois une attente forte vis-à-vis du monde enseignant et une conscience aiguë de la nécessité de donner au personnel éducatif les moyens d'être bien formé. Trois autres propositions, plus clivées politiquement, sont évoquées par un tiers ou plus des Français : le recrutement de davantage d'enseignants (32% au global, 41% à gauche, 29% au Front National, mais 8% seulement parmi les proches de l'UMP), le fait d'accorder aux chefs d'établissement plus d'autonomie, notamment via l'évaluation des enseignants (35% au niveau de l'ensemble des Français, mais 48% à droite et seulement 23% à gauche), une meilleure répartition des moyens entre territoires (38% , 53% à gauche et 25% à droite). La réduction du nombre d'enseignants (12%) ne figure pas parmi les priorités des Français, de même que le fait d'accorder plus de place à l'enseignement privé (10%), ou encore de nouveaux transferts de compétences aux collectivités locales (8%). Très clairement, certaines des orientations parfois envisagées par les pouvoirs publics ces dernières années sont très clairement remises en cause par les Français : il n'est plus question pour eux de tailler dans les effectifs de la sphère éducative, ni de décentraliser davantage l'éducation.

Damien Philippot

Directeur des Etudes Politiques

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise - Ifop